

**SESSION SPÉCIALE SUR L'UTILISATION DE LA FINANCE  
ISLAMIQUE POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS  
D'INFRASTRUCTURE**

Résumé	<p>Traditionnellement, le développement des infrastructures a été réalisé et financé par le gouvernement ou des organismes gouvernementaux/agences spécialisés. Le gouvernement encourage la participation du secteur privé au financement de projets d'infrastructures afin de réduire le déficit budgétaire, la dette et de dégager des fonds pour l'utilisation dans d'autres secteurs sociaux importants.</p> <p>Selon l'estimation de McKinsey's, afin de soutenir la croissance prévue du PIB mondial entre 2012 et 2030, 57 000 milliards de dollars sont nécessaires dans l'investissement des infrastructures.</p> <p>En outre, dans les marchés émergents, les besoins en investissements dans les infrastructures ont été estimés entre 14,4 et 15,7 billions de dollars pour la période allant de 2008 à 2020.</p> <p>L'OCDE estime qu'approximativement 71 billions de dollars sont nécessaires d'ici 2030 pour les investissements dans les infrastructures routières, ferroviaires, de télécoms, électriques et hydrauliques. Les marchés émergents nécessiteraient au cours de la prochaine décennie un total de 21 billions de dollars pour les investissements dans les infrastructures.</p> <p>Vu que la plupart des Pays membres de l'OCI en sont au stade de développement, il faudrait d'importants fonds pour leurs investissements dans les infrastructures. Dans ce processus, la finance islamique ou d'autres mécanismes financiers adossés à des actifs peuvent jouer un rôle important pour financer des projets de développement à long terme.</p> <p>Il existe divers instruments financiers islamiques pouvant être utilisés pour financer les projets d'infrastructure.</p> <p>Ceux-ci sont la Murabahah (vente en appliquant une marge),</p>
--------	--

	<p>l’Istina (construction/fabrication commissionnée), l’Ijarah (crédit-bail), la Mudharabah (profit partagé), la Musharakah (joint-venture). Ces instruments peuvent être utilisés en obtenant un financement direct du capital ou en émettant des titres islamiques.</p> <p>L'un des instruments financiers islamiques utilisés pour le financement des infrastructures est le “sukuk”. De 2002 à 2015, 73,1 milliards de dollars de sukuks pour l’infrastructure ont été émis dans plus de 10 pays différents. La Malaisie (61%), l’Arabie saoudite (30%) et les Émirats Arabes Unis (7%) sont les trois premiers pays émetteurs de sukuks pour l’infrastructure. Une part importante d’investissements en infrastructures est prévue pour les projets de transport. À cet égard, les sukuks sont largement utilisés pour le financement de projets aéroportuaires, ferroviaires et routiers dans le monde.</p>
<p>Objectif de la réunion</p>	<p>L’objectif principal de cette réunion est d’identifier les besoins en investissements dans les infrastructures dans les Pays Membres de l’OCI; l’utilisation des instruments de financement islamique dans les investissements dans les infrastructures; et les défis et possibilités d’utiliser la finance islamique pour les infrastructures.</p>
<p>Questions et thèmes</p>	<p>Les sujets de discussion possibles comprennent, mais ne sont pas limités aux questions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourquoi les pays préfèrent-ils utiliser la finance islamique pour financer l’investissement dans les infrastructures?</li> <li>• Quels types d’instruments financiers islamiques sont fréquemment utilisés pour le financement des investissements dans les infrastructures?</li> <li>• Quels genres d’opportunités sont offerts par la finance islamique aux investisseurs en finançant les investissements dans les infrastructures?</li> <li>• Quels types de projets de transport sont financés par la finance islamique dans le monde?</li> <li>• Quels sont les principaux défis dans l’utilisation de la finance islamique pour les investissements dans les</li> </ul>

	infrastructures?
Participation	Toutes les délégations des États membres de l'OCI, les représentants des institutions de l'OCI, diverses organisations internationales participant à la 32 <sup>ème</sup> session ministérielle du COMCEC sont invités à participer à la session extraordinaire. Des représentants de la société civile, des hommes d'affaires, des universitaires et d'autres acteurs concernés seront également invités à participer à cette session.
Lieu et Date	Centre des Congrès d'Istanbul/ Turquie, 24 novembre 2016  Pour plus d'information, contactez svp: Eren SÜMER, Expert, Bureau de Coordination du COMCEC, Necatibey cd. No:110 CANKAYA- ANKARA Tel: +90 312 294 57 07 E-mail: esumer@comcec.org